

N° 51/CA du Répertoire

N° 2010-42/CA2 du Greffe

Arrêt du 26 avril 2013

Affaire : HYACINTHE AÏFAN

C/

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT  
SECONDAIRE DE LA FORMATION  
TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE  
(MESFTP)

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 19 avril 2010 enregistrée le 29 avril 2010 au Greffe de la Cour sous le n° 251/GCS, par laquelle AÏFAN Hyacinthe 04 BP : 134 Cadjèhoun, 95-86-84-13 a saisi la Cour aux fins de l'annulation d'une part de l'arrêté n° 0010/MESFTP/DC/SP du 23 septembre 2009 portant son affectation irrégulière du CEG de Zogbodomey pour celui d'Abomey-Calavi, d'autre part de celle du titre de sa mutation n°005/MESFTP/DG/SGM/DRH/SGPE/SA du 19 février 2010 ;

Vu les courriers n° 349/GCS et 350/GCS tous du 17 février 2012, par lesquels le requérant a été invité à accomplir les formalités de consignation puis celle d'apposition de timbre de dimension sur chaque feuillet de la requête ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990, applicable au moment des faits ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition organisation fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

ℒ

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président-rapporteur **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre en date à Cotonou du 12 mars 2012 enregistrée au Greffe de la Cour le 19 mars 2012 sous le n°311/GCS, le requérant a fait part à la Cour de son désistement, le Ministre de tutelle ayant fait droit à sa requête ;

Que dans ces conditions, il y a lieu de donner acte au requérant de son désistement d'action et de mettre les frais à sa charge ;

**Par ces motifs,**

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est donné acte à Hyacinthe AÏFAN de son désistement d'action ;

**Article 2** : Les frais sont mis à sa charge ;

**Article 3** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de Messieurs :

**Eliane R. G. PADONOU**, Conseiller à la chambre administrative,

**PRESIDENT ;**



**Etienne FIFATIN**

}

**Et**

{ **CONSEILLERS.**

**Tranquillin KINDJI**

}

Et prononcé à l'audience publique du vendredi vingt-six avril deux mille treize, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Lucien A. DEGUENON,**

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Hortense LOGOSSOU-MAHMA,**

**GREFFIER.**

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier.



**Eliane R. G. PADONOU**



**Hortense LOGOSSOU-MAHMA**

